

RÉGIONS et Établissements Publics Territoriaux de Bassin - EPTB Mobilisés ENSEMBLE pour une gestion équilibrée, durable et intégrée de l'eau et des risques liés à l'eau

Un aménagement durable des territoires ne peut s'envisager sans une politique de l'eau forte et ambitieuse, menée en synergie avec les autres politiques publiques.

C'est pourquoi la place de la Région Grand Est dans les EPTB du territoire est essentielle.

Les Établissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) sont des outils au service des collectivités territoriales qui, de par leur **action à l'échelle hydrographique** et leurs missions, sont les garants d'une **expertise pérenne et transversale** sur le Bassin Versant. Ils permettent également la définition d'une **programmation partenariale et cohérente des actions** dans le cadre notamment des documents de planification, une **maîtrise d'ouvrage d'actions structurantes à l'échelle hydrographique ou localement pour le compte de collectivités**, mais également et surtout une indispensable **solidarité territoriale**.

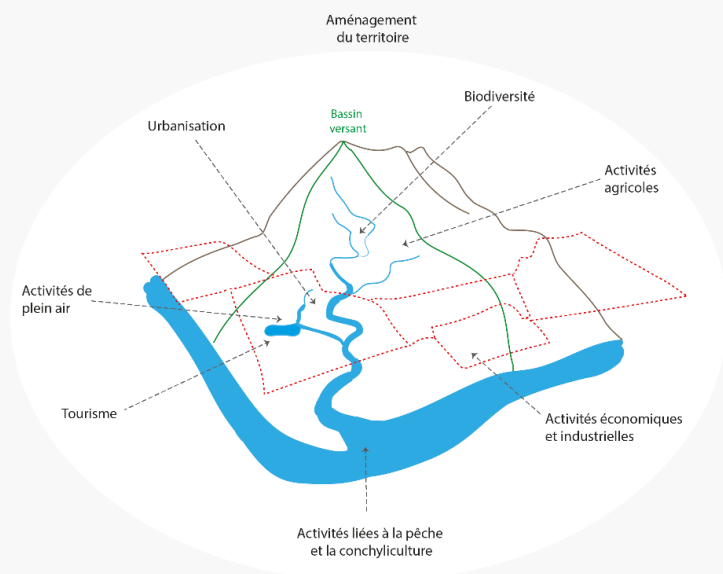
Dans le cadre des réformes territoriales, **la nécessité d'une pérennisation ou de la mise en place d'EPTB à des échelles adaptées aux enjeux a été réaffirmée**, et leurs missions renforcées. Les textes prévoient ou incitent de manière générale à une organisation des compétences de l'eau et des risques incluant une gestion par Bassin Versant.

Par ailleurs, les **compétences des Régions en matière d'aménagement du territoire et de planification en faveur du développement durable sont renforcées**. Les Régions ont de plus **la capacité juridique d'intervenir dans le champ des compétences partagées**.

C'est donc par une implication forte des Régions dans les EPTB, aux côtés des autres collectivités territoriales et leurs groupements, que l'action publique dans le domaine de l'eau sera la plus efficace. Transversale et adaptée aux spécificités locales, elle trouvera toute sa place dans les plans d'adaptation au changement climatique et dans les schémas régionaux d'aménagement et de développement durable des territoires.



La Gestion Équilibrée, Durable et Intégrée de l'Eau : au cœur des politiques d'aménagement du territoire et de solidarité territoriale



- Approche transversale
- Équilibres entre la ressource disponible, les besoins de la société et les besoins des milieux naturels
- Mise en cohérence des actions en fonction des enjeux et au-delà des périmètres administratifs des collectivités
- Concertation, organisation des acteurs et coordination des actes d'aménagement et de gestion

En Région Grand Est, les enjeux humains, économiques et environnementaux liés à la gestion de l'eau sont nombreux et stratégiques :

- ▶ Organiser la gestion de l'eau,
- ▶ Assurer une eau disponible, notamment en période d'étiage, pour les habitants consommateurs domestiques et pour les entreprises, et de qualité en luttant contre les pollutions diffuses et industrielles notamment,
- ▶ Gérer les risques naturels, notamment liés aux inondations,
- ▶ Protéger les milieux et les espèces aquatiques,
- ▶ Améliorer la connaissance et impliquer le public.

Un aménagement durable et solidaire des territoires ne peut s'envisager sans une politique de l'eau forte et ambitieuse, menée en synergie avec les autres politiques publiques.

La politique du grand cycle de l'eau s'articule autour de deux axes essentiels :

- ▶ **L'échelle du Bassin Versant,**
- ▶ **L'interconnexion entre les problématiques eau et l'aménagement du territoire, la biodiversité, le tourisme, le développement économique dont l'agriculture, la transition énergétique.**

Au regard de cette double approche, la poursuite d'actions transversales et structurantes à l'échelle du Bassin Versant, supra-locale, est indispensable. Il convient même de la renforcer compte tenu notamment, du changement climatique et de l'urbanisation croissante. **La bonne mise en œuvre de ces actions nécessite un engagement de tous les niveaux de collectivités, dont les Régions.**

Dans le cadre des réorganisations territoriales en cours, et en particulier des **stratégies d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) à élaborer avant le 31 décembre 2017**, nous vous invitons à pérenniser votre présence dans les EPTB – ou à y adhérer – pour co-construire les projets territoriaux de bassin et les projets d'aménagement d'intérêt commun (PAIC), et pour contribuer à la mise en œuvre des futurs schémas régionaux et notamment les schémas régionaux d'aménagement et de développement durable et d'égalité du territoire (SRADDET) et stratégies régionales pour la biodiversité.

L'intervention des Régions dans la gestion de l'eau et des risques liés

Les réformes territoriales (Lois MAPTAM et NOTRe), ainsi que la loi « Biodiversité » ont fortement modifié la répartition des compétences entre les différents échelons de collectivités. Dans le domaine de l'eau et des risques liés, si le bloc communal s'est vu confier de nouvelles compétences obligatoires (GEMAPI, Eau potable et assainissement), **les Régions exercent des compétences fondamentales :**

- ▶ **Aménagement et égalité des territoires**, qui se traduit notamment par des études, financements et réalisation d'équipements collectifs d'intérêt régional, coordination de l'acquisition et de la mise à jour des données géographiques de référence nécessaires notamment à la description détaillée de son territoire (L.4211-1 et L.4221-1 du Code général des collectivités territoriales) ;
- ▶ **Autorité de gestion de fonds structurels européens (art. 78 de la Loi MAPTAM) ;**
- ▶ **Planification en faveur du développement durable des territoires**, qui se traduit notamment par l'élaboration du SRADDET, Schéma régional de cohérence écologique avec l'Etat, la création de parcs naturels régionaux et des réserves naturelles régionales (L.4251-1 du Code général des collectivités territoriales, L.371-3 du Code de l'environnement, L.331-1-1 et L.332-2-1 du Code de l'environnement).

D'autre part, les Régions **interviennent dans le cadre des compétences partagées**, et notamment au titre du L.211-7 du Code de l'environnement (hors compétences fléchées, notamment GEMAPI 1-2-5-8).

L'affectation de compétences au bloc communal implique que les Régions ne pourront plus agir en tant que maîtres d'ouvrage dans leur champ d'application. Elles peuvent néanmoins intervenir au titre de leurs compétences propres, et ce même avec la suppression de la clause générale de compétences, y compris pour des actions visant plusieurs objectifs (interventions croisées) et au titre des compétences partagées dans le domaine de l'eau et des risques liés à l'eau.

Elles sont également représentées dans les **comités de bassin** (L.213-8, D.213-17 du Code de l'environnement) et les **commissions locales de l'eau (CLE)**.

Elles doivent enfin **intégrer les enjeux de l'eau et des risques liés dans leurs propres activités (patrimoine en propriété ou en gestion) comme dans leurs propres politiques.**

La participation des Régions dans les EPTB peut se traduire de plusieurs manières

- ▶ *Adhésion - aux EPTB sous forme de syndicat mixte OUVERT (art. L. 5721-1 du CGCT) - au titre de vos compétences propres ou de compétences partagées, y compris pour des actions visant un double-objectif. Si les EPCI ont transféré tout ou partie de la GEMAPI au syndicat mixte-EPTB, l'objet de ce dernier doit inclure au moins une autre mission définie au L211-7 du CE, parmi les 3°, 4°, 6°, 7°, 9°, 10°, 11° et 12°) ;*
- ▶ *Conventionnement pour réalisation de prestations de services (L.5111-1 alinéa 3 et suivant CGCT) ;*
- ▶ *Participation au financement des actions, au titre de leur compétence en matière d'aménagement du territoire (L. 4221-1 du CGCT), dès lors qu'elles ne relèvent pas exclusivement de la compétence GEMAPI.*

Les EPTB dans les textes

Aux termes de l'article L. 213-12 du Code de l'Environnement, l'Établissement public territorial de bassin est un syndicat mixte constitué en vue de faciliter, à l'échelle d'un bassin ou d'un groupement de sous-bassins hydrographiques, la **prévention des inondations et la défense contre la mer**, la **gestion équilibrée et durable de la ressource en eau**, ainsi que la **préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides** et de contribuer, s'il y a lieu, à l'élaboration et au suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

Il assure la **cohérence de l'activité de maîtrise d'ouvrage des EPAGE**.

Son action s'inscrit dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation.

Les EPTB exercent tout ou partie des missions relevant de la compétence **GEMAPI** (par transfert ou délégation). Les EPTB peuvent définir un **Projet d'aménagement d'intérêt commun**.

L'article L.566-10 du Code de l'Environnement indique également que l'EPTB, assure à l'échelle hydrographique de sa compétence, la cohérence des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements visant à réduire les conséquences négatives des inondations sur les territoires mentionnés à l'article L566-5, par son rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil, pour des actions de réduction de la vulnérabilité aux inondations.



EPTB Oise Aisne – www.entente-oise-aisne.fr

Créée en 1968, cette émanation de six Départements a comme missions la lutte contre les inondations et la restauration des milieux aquatiques. Des projets de gestion intégrée, sur des sous-bassins, sont à l'étude. En tant qu'animateur, l'Entente est impliquée dans la déclinaison de la Directive Inondation. Elle réalise des sites écrêteurs de crues et verse des aides aux collectivités locales pour les travaux de lutte contre les inondations et d'entretien / restauration des cours d'eau. Le programme pluriannuel de travaux sur les rivières du domaine non navigable, sous la maîtrise d'ouvrage de l'entente, complète ce dispositif.

EPTB Meuse – www.epama.fr

Créé en 1996 par des élus lorrains et champardennais, suite à des inondations majeures de la Meuse, l'EPAMA a été reconnu ETPB en 2009. Les élus mosans, avec l'ensemble des acteurs, œuvrent pour une gestion solidaire par Bassin Versant aussi bien au niveau local qu'international. Le syndicat mixte est maître d'ouvrage d'actions de réduction du risque inondation et/ou de reconquête des milieux aquatiques. Il appuie et coordonne les opérations des collectivités membres sur ces thématiques, notamment à travers un PAPI, un CPIER Meuse et un Plan Stratégique Meuse en cours de construction.

EPTB Seine Grands Lacs – www.seinegrandslacs.fr

Œuvrant sur le Bassin Versant de la Seine jusqu'à la confluence avec l'Oise, l'EPTB Seine Grands Lacs exploite quatre lacs-réservoirs afin de réduire le risque d'inondation, de soutenir l'étiage pour maintenir les débits de la Seine et de ses principaux affluents et assurer ainsi l'alimentation en eau.

Portant le statut d'Établissement Public Territorial de Bassin depuis février 2011, il est un acteur majeur de l'eau sur le bassin de la Seine amont. Il élargit ses missions au service des territoires afin de faciliter la gestion équilibrée de la ressource en eau à l'échelle de son périmètre. L'EPTB Seine Grands Lacs agit dans le cadre du plan Seine notamment, en faveur de la réduction de la vulnérabilité des territoires aux inondations.

EPTB Meurthe-Madon

<http://www.eptb-meurthemadon.fr>

L'EPTB Meurthe-Madon, créé en 2011, a pour principal objectif de réduire l'impact des inondations tout en assurant la protection des milieux naturels.

Il assure la maîtrise d'ouvrage d'études d'intérêt général dans le cadre de deux PAPI d'intention sur les bassins versants de la Meurthe, où les enjeux sont importants, et du Madon où les crues sont fréquentes. Des PAPI ont été déposés en 2015. Ils permettront de protéger les populations et ces vallées riches de nombreux sites d'intérêt écologique classés (Natura 2000, ZNIEFF...).

EPTB Saône Doubs – www.eptb-saone-doubs.fr

Depuis 25 ans, l'Établissement s'investit dans une démarche de gestion de la ressource en eau adaptée à la configuration et aux problématiques du Bassin Versant. De la conception à la réalisation et dans une logique de solidarité, il accompagne ses partenaires en tant que maître d'ouvrage par délégation, coordonnateur, opérateur ou prestataire de service dans plusieurs missions complémentaires : la prévention des inondations, la restauration des milieux aquatiques et humides, la réalisation de travaux de restauration des rivières, la protection de la biodiversité, la sensibilisation et l'éducation à l'environnement, la formation des professionnels et les démarches scientifiques d'observatoires. Il veille ainsi à la cohérence des politiques publiques de l'eau menées sur son territoire et permet une mutualisation des moyens.